

# Intervention Mathis



Première étape de notre manifestation la permanence du député UMP J. Claude Mathis est le symbole de ces élus qui prétendent représenter le peuple à l'Assemblée Nationale. Au moment où au parlement est débattue la loi de finance sur la sécurité sociale, de quoi est porteur Mr le député pour la défense des plus pauvres et des plus démunis.

Quand sur notre département tous les clignotants virent au rouge, que le taux de chômage atteint des sommets jamais connus, avec des salaires en régression, le pacte social qui unit l'ensemble des français est largement attaqué.

La droite la plus réactionnaire, n'a eu de cesse que d'attaquer les acquis du Conseil National de la Résistance et le modèle social à la française issus de la dernière guerre mondiale.

Alors que la précarité s'installe partout en Europe, en Grèce, en Italie en Espagne, en Angleterre les peuples réclament plus de justice sociale et une répartition des richesses équitable. En 2011 Mr Mathis faisait partie des deux seuls députés à avoir voté contre l'instauration d'une taxe sur les transactions financières !!

Les attaques perpétuelles sur la santé, la prise en charge des plus pauvres en baisse permanente, la non-augmentation des petites retraites et pensions viennent encore amputer le budget des françaises et des français.

La politique développée par le gouvernement en place, les budgets votés qui induisent la fermeture de centres de soins de la sécurité sociale, cela suffit. Cela ne va pas assez loin pour Mr Mathis qui soyons en sûr est pour la mise en place d'une sécurité sociale détenue par l'assureur, un système de retraite par capitalisation détenue par les fonds de pensions.

La protection sociale sur ces trois volets : La santé, La famille, la vieillesse est malade d'un manque de financement lié à la part de plus en plus grande redistribuée aux actionnaires et au financier.

La sécurité sociale pour tous sur les principes fondateurs du Conseil National de la Résistance sera créatrice de richesses et participera au développement du pays. D'autre choix sont possible pour créer de l'emploi augmenter les salaires et revenir à un financement répondant aux besoins sociaux de tous les français : Privés d'emploi, travailleurs, jeunes, vieux.

Donc Mr le député vous avez toute latitude pour amender ce projet de loi de financement de la sécurité sociale 2015.

Alors chiche ?

## Chez Adnot



Notre département possède les statistiques les pires du pays tant du point de vue du taux de chômage -environ 12%- du taux de pauvreté, des salaires les plus bas, etc.

Un des principes fondateurs de notre sécurité sociale, fondée en 1945, à partir du programme du Conseil National de la Résistance est bien :

« Chacun cotise selon ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins ».

Ce n'est plus le cas aujourd'hui quand les remboursements de soins et de médicaments sont légion, quand des centres de sécurité sociale sont fermés au

motif d'économies. Ce PLFSS 2015 présente une amputation sans précédent dans ses financements et va aggraver une situation déjà insoutenable.

Les plus démunis de vos administrés seront encore plus éloignés de l'accès à leurs besoins fondamentaux tandis que les salariés verront leur situation au travail se détériorer davantage.

Monsieur le sénateur Adnot, alors que de nombreuses voix s'élèvent dans tout le pays, comme en Europe pour une plus grande justice sociale, le gouvernement français a décidé de décliner avec plus de force une politique qui creuse les inégalités et conduit des milliers de nos concitoyens vers la plus grande précarité.

Nombre d'observateurs internationaux ont remarqué que le système social français, bien que très en difficulté compte tenu des politiques menées à son endroit, avait permis au plus fort de la crise, d'en atténuer les effets.

La sécurité sociale et tout notre système de protection sociale ne sont pas un frein à la croissance et au développement. Bien au contraire, ils participent à la création de richesses, ils sont même à l'origine d'un tiers du PIB.

Une nouvelle fois, nous réaffirmons que la Sécurité Sociale est effectivement malade. Elle souffre en effet d'un grand déficit de recettes, lié à une captation des richesses créées par le travail aux seules fins de profits financiers, au détriment de la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux de celles et ceux qui les créent.

La CGT a fait des propositions pour financer notre système de protection sociale, pour permettre notamment la création d'un grand service public de la santé et de l'action sociale, le développement de services des organismes sociaux adaptés aux situations et aux besoins nouveaux d'une société qui se développe.

Cela passe évidemment par la recherche de ressources nouvelles permettant de répondre aux besoins de tous sans discrimination, dans le cadre des principes fondateurs de la sécurité sociale.

Au-delà de ces ressources nouvelles qu'il convient de rechercher notamment dans la sphère financière, nous considérons que d'autres choix politiques en faveur de l'emploi et des salaires doivent être menés pour relancer la croissance et atteindre cet objectif économique et social.

Nous considérons que la première étape est le rejet du PLFSS 2015 et sa réécriture, il n'en tient qu'à ceux qui vont légiférer. Le sénateur Adnot en fait partie. Lui qui se dit libre de toute organisation politique a les mains complètement libres pour amender le texte en fonction des besoins de la population auboise.

# Intervention Baroin

Bien l'bonjour Mr le Député, maire, Sénateur, futur président des maires de France et que sais-je encore. J'en oublie certainement, mais par contre ce qui ne fait pas de doute pour nous tous c'est que vous au moins vous ne devez pas avoir de problème pour votre protection sociale.

Non content de cumuler pléthore de mandants, les Troyens, aubois ne vous entendent pas beaucoup vous exprimer sur la situation de leur ville ou département. Peut-être, sera-t-il plus facile à votre suppléant, Mr Manuel, de s'exprimer. Mais j'en doute ! Car si vous n'avez besoin de rien, vous pouvez aussi aller le voir. Les ex salariés de Parus vendus s'en souviennent encore.

Situation au combien inquiétante dans le domaine de l'emploi sur tout le territoire départemental. Le débat à l'assemblée nationale concernant le budget de la protection sociale prend toute son importance dans le contexte local.

Si au moins vous acceptiez de répondre à nos demandes de RDV pour que nous puissions débattre avec vous des solutions que porte la CGT.

Remettre le travail au service de l'homme, améliorer les conditions de travail et la santé des salariés permettraient d'économiser et redéployer ailleurs les sommes dégagées et plus particulièrement en direction des populations en situation précaire.

Avoir une médecine du travail réellement efficace, indépendante, au service des salariés

La mise en place d'un vrai service public de protection sociale

Asseoir les cotisations sociales sur l'ensemble des revenus

Voilà brièvement quelques propositions dont la CGT est porteuse

De tout cela Mr Baroin, le encore député, je doute fort que vous soyez porteur tant votre situation personnelle vous soucie plus que celle des aubois.

# Au siège du PS



Le gouvernement vient de présenter les grandes orientations du Budget et du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2015.

Sur les 21 milliards d'euros d'économies proposées 9,6 milliards doivent être dégagés dans le cadre des dépenses de la Sécurité Sociale (dont 3,2 milliards sur la branche maladie).

Ces mesures s'inscrivent dans les orientations de politique générale soumises à vos suffrages lors du vote de confiance au gouvernement, sur la mise en œuvre du Pacte de responsabilité.

Elles traduisent une quête toujours plus grande d'économies à réaliser auprès de celles et ceux qui constituent votre électorat.

Alors que l'emploi et les salaires constituent l'enjeu fondamental sur lequel repose tout notre système solidaire en matière de service public et de protection sociale, les mesures annoncées vont accroître les inégalités en matière d'accès à la santé, de prise en charge du handicap, de la vieillesse, de soutien aux familles, d'assurance chômage.

Il s'agit ni plus ni moins que d'une déstructuration de notre pacte social républicain.

Les remises en cause des services publics, de l'accès aux prestations sociales, aux soins, les gels et baisses de salaires, l'augmentation des tarifs des énergies, des transports, du logement... sont autant de mesures compensant les cadeaux accordés aux entreprises. Celles-ci se voyant attribuer des allègements de

cotisations et contributions sans aucune contrepartie en matière d'emplois et de salaires.

Dans chaque département, nous assistons ainsi à des fermetures d'établissements ou de services sanitaires et sociaux publics ; c'est le cas pour l'établissement public de santé mentale de Brienne avec pour le moment le centre post cure de Romilly. Tout ce qui nous est imposé, c'est une réduction de l'offre de soins ; nous ne pouvons l'accepter, il nous faut donc convaincre autour de nous qu'il est possible de gagner par la lutte.

C'est aussi le transfert de leurs activités vers le secteur marchand, dont l'administration repose sur un actionariat composé dans sa très grande majorité de fonds financiers spéculatifs.

Leurs objectifs ne sont évidemment pas de prendre soin des malades...mais bien de tirer profit de tout ce qui peut l'être ; la maladie, le handicap, la vieillesse pour ne citer que ces exemples. Bruno l'évoquait il y a quelques instants

Défendre et reconquérir la Sécurité Sociale et notre système de protection sociale, c'est se battre contre le pacte de responsabilité et contre la loi santé que veut faire voter le Gouvernement.

LE PACTE DE RESPONSABILITÉ, véritable pacte antisocial, met nos hôpitaux publics et notre Sécurité Sociale en danger ! Ce sont 41 milliards d'euros qui sont donnés au patronat sans véritable engagement de sa part de créer des emplois.

LES AIDES PUBLIQUES AUX ENTREPRISES se chiffrent à 110 milliards d'euros par an selon le Conseil National de l'Industrie ! Ce sont 220 milliards d'euros par an de cadeaux qui sont faits au patronat !

DES DIVIDENDES À LA HAUSSE, 43 milliards d'euros versés aux actionnaires du CAC 40 pour la seule année 2013 ! Des milliards d'euros pour les actionnaires, financés, entre autres, par les exonérations de cotisations sociales !

Alors plutôt que d'accuser les chômeurs d'être responsables du taux de chômage, plutôt que de relancer le travail du dimanche, plutôt que de faire la chasse aux fraudeurs du côté des assurés sociaux, plutôt que de se mettre au service du medef, le président de la république ferait mieux de relire son discours du Bourget au cours duquel il prétendait être l'ennemi de la finance.

Chers camarades, exigeons du pouvoir en place d'autres choix, des choix qui servent l'intérêt général et non pas quelques intérêts particuliers : soit plus de salaires et plus d'emplois pour la protection sociale dont nous avons besoin, comme nous l'affichons depuis le début de cette manif.

Donc, à bon entendeurs !!

# Siège de l' UMP



Quand un gouvernement dit de gauche arrive au pouvoir, qu'attendre de plus de sa part que d'un gouvernement de droite ? Quand le gouvernement Vals présente ses grandes orientations budgétaires et son Projet de loi de Financement de la Sécurité Sociale pour l'année 2015, quelle différence avec ce qu'aurait pu proposer un gouvernement UMP ?

Sur les 21 milliards d'euros d'offrandes faites aux patrons, 9,6 milliards doivent être dégagés dans le cadre des dépenses de la Sécurité Sociale.

Les gouvernements de droites successifs ont eu comme seul objectif de détruire le modèle social français, pur produit du Conseil National de la Résistance.

Sarkozy et tous les gouvernements UMP ont mis en place les franchises médicales, le déremboursement des médicaments, les ARS, la marchandisation du secteur sanitaire et social, l'ouverture à la concurrence du marché de la santé aux cliniques privées, se réservant les actes les plus rémunérateurs et laissant aux hôpitaux publics les cas les plus lourds à soigner.

Hier soir encore dans les propositions de ce qui pourrait être votre futur président en 2017, la stigmatisation des plus pauvres était à l'ordre du jour. Le retour à l'esclavage n'est pas loin, travailler en échange de prestations sociales, cela ressemble fort à la journée de travail gratuite, dite de solidarité, instaurée en 2004

Soyons en sûr, ce qu'ils n'ont pu achever hier, ils le continueront demain : La casse des services public au service du bien commun, les allègements de charges

sans aucune contrepartie et contrôle, contribueront à creuser encore le déficit de la Sécurité Sociale. La chasse aux fraudeurs, cheval de bataille de la droite, osera t'elle s'attaquer à la principale source de manque de recettes des régimes sociaux ? Celle des patrons voyous qui fraudent le fisc, oublient de payer les cotisations aux différents régimes de protections sociales, évasion fiscale estimée à environ 60 M Euros en 2013.

Sur les 21 milliards d'euros d'offrandes faites aux patrons, 9,6 milliards doivent être dégagés dans le cadre des dépenses de la Sécurité Sociale. Pour l'UMP cela ne va pas encore assez loin et ils demandent encore plus d'économies. Si les députés UMP ne votent pas le projet de loi de financement sur la sécurité sociale ce n'est pas pour les mêmes raisons que nous. Toujours plus de privé, assurance, fonds de pension voilà le modèle de société qu'ils nous promettent.

D'autres choix sont possibles, allant vers une société plus juste et solidaire, protégeant les plus pauvres et les plus faibles. Il nous faudra gagner une protection sociale de haut niveau pour tous, aller vers une réforme du statut du salarié, avoir une réelle prise en compte de la pénibilité, revenir sur toutes les exonérations de charges...

Pour cela ne comptons que sur nous et continuons à établir et renforcer le rapport de forces partout où nous sommes, en allant débattre, échanger avec les salariés, les privés d'emploi et les retraités.

## Devant la sécu





Peut-être que nombre d'entre vous se demandent ce que l'on fait ici pour clore notre manifestation. Nous avons cherché dans le bouchon de champagne un lieu qui symbolise la protection sociale : pas facile ! mais ce cabinet dentaire est loin d'être un mauvais endroit puisqu'il est un exemple de ce qui peut et doit être fait pour répondre aux besoins des plus défavorisés.

Cet automne, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2015 entre en discussion à l'Assemblée. Ce débat parlementaire nous concerne tous, car chaque salarié participe au financement de la Sécurité sociale pour permettre à tous d'avoir des droits pour bien vivre, bien se soigner, bien travailler, bien vieillir. C'est cette solidarité qu'il faut défendre, et reconquérir. C'est ce qui la différencie des assurances privées et donc du chacun pour soi !

Ce 16 octobre, la CGT appelle les salariés à une journée nationale de mobilisations coordonnées, en amont de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2015 (PLFSS) par l'Assemblée nationale. Cette initiative s'inscrit dans la campagne de reconquête de la Sécurité sociale, tant sur les questions de son financement que de la réponse aux besoins des salariés. Elle est un des versants de la campagne engagée depuis plusieurs mois par la CGT sur le coût du capital. La CGT entend donc articuler les questions des salaires, de l'emploi et du travail avec cette ambition de reconquérir la Sécurité sociale.

La Cour des comptes a rendu public le 17 septembre 2014, un rapport sur l'application des Lois de Financement de la Sécurité Sociale.

La Cour des comptes estime que d'autres économies sont possibles dans l'assurance maladie « sans dégrader la qualité ou l'égalité d'accès aux soins » **ce que conteste la CGT.**

Alors que des Conventions d'Objectifs viennent tout juste d'être signées par l'État et les caisses nationales de la Sécurité sociale, demandant entre autre, la suppression de 8800 emplois dans les organismes, ce rapport en demande encore plus !

Alors que l'accès aux soins ne cesse de se dégrader, la Cour des comptes en demande encore plus, particulièrement à l'hôpital public, dernier garant de l'accès aux soins où plus de 20 000 emplois ont déjà été supprimés !

De nouvelles économies vont encore être supportées par les usagers, ce sera encore au détriment du service qui leur sera rendu mais aura aussi des incidences sur leur santé !

**Pendant ce temps**, la politique pour la substitution de médicaments génériques se révèle extrêmement coûteuse : pour 2 euros d'économie, un euro est reversé aux pharmaciens.

**Pendant ce temps**, la Cour des comptes estime que la fraude aux cotisations sociales pourrait avoir atteint 20 à 25 milliards d'euros en 2012. Nous rappelons que 100 % de ces fraudes sont imputées aux employeurs (travail dissimulé, heures supplémentaires non payées, abus de contrats précaires...). Pourtant, le patronat bénéficie déjà de multiples allègements de cotisations ainsi que des nombreuses mesures incluses dans le « pacte de responsabilité » sans qu'aucune contrepartie ne lui soit demandée.

C'est d'une autre politique dont les assurés ont besoin. Pour la CGT, une part plus importante des richesses créées par le travail doit être consacrée au financement de la sécurité sociale.

Les ressources affectées au financement de la protection sociale sont insuffisantes, sans commune mesure avec les besoins des assurés sociaux. Cette insuffisance s'explique avant tout par le niveau trop bas des salaires, celui du chômage et le développement massif des exonérations de cotisations sociales. Elle conduit à l'explosion des déficits et sert à justifier les reculs : baisse du taux de remboursement des dépenses de soins, pression sur l'hôpital public, recul du niveau des retraites, des prestations familiales...

C'est grâce à ses acquis et à des droits garantis que même en pleine crise économique et sociale, elle évite à des milliers de salariés et de familles de plonger dans la misère et la pauvreté !

D'ores et déjà, des plans d'économie de plusieurs milliards d'euros sont annoncés dans la santé, à l'hôpital, pour la politique du médicament, la famille, la retraite, la gestion de la Sécurité sociale. Des milliers d'emplois sont menacés dans ces secteurs professionnels particulièrement à la cpam de l'aube.

Les valeurs de la Sécurité sociale sont justes : protéger dans la solidarité, partager les richesses produites par le travail pour financer la réponse aux besoins de tous- c'est la solution-.

Notre système a participé à la croissance, en maintenant du pouvoir d'achat, au développement de notre système de santé et de retraite, à l'accompagnement des familles. Il a permis l'allongement de la durée de vie...

Mais aujourd'hui, les inégalités progressent, l'accès aux soins devient difficile, voire inaccessible pour certains, les prestations familiales stagnent, l'accompagnement des personnes âgées est peu pris en charge...

Le travail dans la santé, le social, la Sécurité sociale se dégradent. La société change, les besoins sont grandissants. Il faut améliorer et garantir notre système solidaire de Sécurité sociale.

## **La Sécurité sociale n'est pas malade de trop de dépenses mais d'un manque de recettes**

La bataille idéologique bat son plein. Le patronat, depuis toujours a agi pour affaiblir les droits et diminuer ses contributions au financement de la Sécurité sociale. De réforme en réforme, il a obtenu, des exonérations de cotisations sociales (30 milliards d'euros par an) notamment sur les bas salaires, des baisses de cotisations, des aides publiques de l'État (220 milliards d'euros aujourd'hui)... au nom d'un prétendu « coût du travail » trop élevé qui nuirait à l'emploi.

Le constat est là : les conditions de travail se détériorent, le chômage, la précarité, les bas salaires, les suppressions d'emplois minent le développement et la croissance du pays !

Le patronat veut masquer la part des richesses prélevées sur le travail, reversée sous forme de dividendes aux actionnaires, qui continue de progresser et qui échappe à la solidarité nationale. Ces dividendes sont versés au détriment des salaires, de l'emploi et de l'investissement et donc pénalisent notre capacité à financer la Sécurité sociale. Le pacte de responsabilité, signé entre le président de la République et M. Gattaz du Medef, va amputer la Sécurité sociale de près de 20 milliards d'euros supplémentaires. Le débat qui va s'ouvrir sur le financement de la Sécurité sociale au Parlement sera l'occasion d'exprimer d'autres solutions plus justes, plus solidaires pour répondre aux besoins.

### **La CGT propose une nouvelle dynamique de financement**

- Valoriser le travail : le transformer et améliorer les conditions de travail, à la fois pour la santé des salariés et celle de l'entreprise. Les problèmes de santé liés au mal- travail coûtent 80 milliards d'euros par an à notre économie.
- ▶ • Favoriser l'emploi stable, augmenter le Smic et les salaires, gagner l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, supprimer le travail illégal... Ce sont des recettes en plus pour la Sécu.
- ▶ • Gagner une Sécurité sociale de haut niveau et une sécurité sociale professionnelle permettant de garantir des droits tout au long du parcours du salarié. La première « sécurité sociale », c'est d'avoir du travail !
- ▶ • Reconquérir la démocratie dans la Sécurité sociale et dans le système de santé.
- ▶ • Garantir et maintenir un financement assis sur le travail par les cotisations sociales.
- ▶ • Stopper les exonérations de cotisations sociales accordées aux employeurs.
- ▶ • Soumettre à cotisations sociales les revenus issus de l'intéressement, de la participation et des Plans d'épargne d'entreprise.
- ▶ • Moduler la cotisation employeur pour favoriser l'emploi et l'investissement. Le mode de calcul des cotisations sociales doit favoriser le développement de la masse salariale et non pas, comme c'est le cas aujourd'hui, inciter à la réduction

des salaires et du nombre de salariés. D'où l'idée d'une différenciation, d'une modulation du taux en fonction de la gestion de l'emploi. Ce mode de calcul doit aussi favoriser l'investissement productif et pénaliser la financiarisation.

Les cotisations doivent être modulées en prenant en compte la totalité de la valeur ajoutée pour le calcul de la cotisation de l'entreprise, le taux applicable variant en fonction de la part des salaires dans cette valeur ajoutée.

Tous les éléments de rémunération doivent être soumis à cotisations : Les exonérations de cotisations sociales (30 milliards d'euros en 2011) doivent être supprimées. Les cotisations sociales doivent s'appliquer à l'intéressement, à la participation mais d'abord aux revenus financiers.

- • Faire contribuer les revenus financiers des entreprises à hauteur des cotisations salariales.

Tout un programme qui n'est finalement que la continuité de celui du CNR

Merci de votre attention